

LA PARTICIPATION DES JEUNES, UNE NÉCESSITÉ DÉMOCRATIQUE

Le Forum Français de la Jeunesse (FFJ) est, depuis 2012, un espace autonome d'expression des jeunes en France. Regroupant des organisations de jeunes gérées et animées par des bénévoles de moins de 30 ans, de natures et de sensibilités diverses, le FFJ rassemble aussi bien des organisations représentatives étudiantes et lycéennes, des mutuelles étudiantes, des associations, que des mouvements politiques de jeunesse. Il impulse des rencontres entre jeunes d'horizons divers, promeut l'émergence d'une parole jeune auprès des pouvoirs publics, sur les sujets qui les concernent et plus largement sur tous les sujets qui traversent notre société.

Si depuis sa création, le FFJ compte des victoires en matière de participation des jeunes à la vie publique, le baromètre DJEPVA sur la jeunesse en 2017 nous apprend que 55% des 18-30 ans estiment que leur avis ne compte pas réellement au sein des espaces dans lesquels ils évoluent¹. **Dans un nouveau contexte politique, le FFJ rappelle alors l'impératif démocratique que représente la prise en compte de la parole des jeunes. Il soutient avec force qu'ils-elles doivent s'exprimer, participer et contribuer - au sein des institutions publiques et privées - aux processus de prise de décisions, au suivi et à l'évaluation des politiques, sur tous les sujets qui concernent les citoyen·ne·s, quel que soit leur âge.**

Cette participation concerne tant la prise en compte de la parole des jeunes à la construction des politiques publiques, que la prise de responsabilité des jeunes dans les organisations (associations, entreprises, collectivités etc.). Ceci, non pas parce qu'ils-elles sont jeunes, mais parce qu'ils-elles sont usagers et usagères, citoyens et citoyennes, premier·e·s concerné·e·s par les choix faits aujourd'hui pour demain. C'est dans la droite lignée de cet engagement que le Forum a pris position dès 2014 en publiant un [Avis sur la participation et le vote des jeunes en France](#) et a signé, le 16 septembre 2017, l'appel « [Jeunes et Responsables](#) » initié par le Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE).

Une plus grande place accordée aux jeunes au sein de la société passe notamment par l'intégration de jeunes au sein du CESE de chaque région de France, ou encore par la consultation systématique et la prise en compte des jeunes sur des projets de réformes qui engagent les futures générations : orientation, formation, apprentissage, accès à l'enseignement supérieur, projet du service national universel, environnement, santé, retraites... Les leviers de participation sont vastes, la révolution numérique offre des opportunités indéniables, dans un contexte où l'engagement en ligne chez les jeunes ne cesse de progresser (+ 6% en deux ans²). Les corps socio-professionnels, ainsi que les

¹ CREDOC, *Baromètre DJEPVA sur la jeunesse 2017*, Lucie Brice, Radmila Datsenko, Nelly Guisse, Sandra Hoibian et Sophie Lautié en collaboration avec l'INJEP, INJEP Notes & rapports/Rapport d'étude, novembre 2017, p. 19

² Op. cit. p.54.

pouvoirs publics, doivent s'ouvrir davantage à la participation des jeunes et des organisations qui les représentent. **C'est pourquoi le FFJ propose d'accompagner les organisations qui souhaitent encourager l'accès des jeunes à la prise de responsabilité en leur sein.**

Alors que 83 % des jeunes souhaitent participer à la construction de la société³ et que 55 % ne savent pas comment le faire⁴, **il est indispensable que les politiques publiques fassent émerger une culture de la participation en France.**



Contact presse

Anthony Ikni, Délégué Général

06 75 33 94 44

aikni@forumfrancaisjeunesse.fr



www.forumfrancaisjeunesse.fr



[ForumFrancaisJeunesse](https://www.facebook.com/ForumFrancaisJeunesse)



[FFJeunesse](https://twitter.com/FFJeunesse)

³ Enquête « Que du bonheur » de 2016, menée par Générations Cobayes et Domplus.

⁴ Adeghe I., Guisse N., Hoibian S., Jauneau-Cottet P., Maes C. (CRÉDOC), Baromètre DJEVA sur la jeunesse 2016, Rapport d'étude, Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP), octobre 2016